Analyse des dispositifs de protection, d'insertion et mécanismes de résilience des réfugiés du site aménagé de Gado-Badzéré (Est-Cameroun)

Trésor FOBASSO GUEDJO

Université de Dschang-Cameroun
fobassot@yahoo.fr / tresor.fobasso@univ-dschang.org
/
Léonardo YEMELE TEDONKENG

Unité de Recherche de Philosophie et Sciences Sociales Appliquées / Université de Dschang-Cameroun
leonardoyemele50@gmail.com

RASS. Pensées Genre. Penser Autrement. VOL 5, No 4 (Novembre 2025)

Résumé

Malgré les efforts de l'État camerounais et de ses partenaires, les réfugiés demeurent dépendants de l'aide humanitaire, dans un contexte de tensions et d'insuffisances structurelles. De ce fait, cette étude, fondée sur une méthodologie qualitative, interroge l'efficacité des dispositifs d'accueil et d'autonomisation au sein du site aménagé de Gado-Badzéré. Ainsi, à travers le constructivisme structuraliste, elle montre que dès leur arrivée, les réfugiés centrafricains sont identifiés, enregistrés et pris en charge, notamment les plus vulnérables. Influencés par les structures d'aide, ils développent des stratégies d'adaptation via des AGR, microcrédits, formations ou scolarisation. Ces dispositifs favorisent inclusion et résilience, renforçant leur utilité sociale, sans garantir une réelle autonomisation.

Mots clés : Réfugiés centrafricains, Gado-Badzéré, dispositif d'accueil, autonomisation et résilience.

Analysis of protection and integration mechanisms and resilience mechanisms for refugees in the developed site of Gado-Badzéré (East Cameroon)

Abstract

Despite the efforts of the Cameroonian State and its partners, refugees remain dependent on humanitarian aid, in a context of tensions and structural shortcomings. Therefore, this study, based on a qualitative methodology, questions the effectiveness of reception and empowerment devices within the developed site of Gado-Badzéré. Thus, through structuralist constructivism, it shows that from the moment they arrive, Central African refugees are identified, registered and taken care of, especially the most vulnerable. Influenced by aid structures, they develop adaptation strategies via AGR, microcredits, training or schooling. These schemes promote inclusion and resilience, reinforcing their social utility, without guaranteeing real empowerment.

Key words: Central African refugees, Gado-Badzéré, reception system, empowerment and resilience.

Introduction

Depuis 2013, le Cameroun accueille plus de 350 000 réfugiés centrafricains dont une grande partie réside dans le site aménagé de Gado-Badzéré, situé dans la Région de l'Est. Cependant, malgré les efforts du gouvernement camerounais et des organisations partenaires, les perspectives d'autonomisation et de (ré)insertion des réfugiés demeurent complexes. En effet, selon le HCR, plus de 70 % des réfugiés de ce site dépendent entièrement des distributions alimentaires et des kits de survie pour subvenir à leurs besoins tandis que les autres sont contraints de vivre hors du site. Or, le site souffre d'un déficit en matière d'éducation, de santé et d'adduction en eau potable. A titre illustratif, pour une population estimée à plus de 500 personnes (UNHCR, 2024), il compte un seul puit aménagé. Dans un tel contexte, les réfugiés sont très souvent contraints de se mêler aux populations locales, d'où les tensions qui y émergent depuis 2020 autour de la gestion des espaces cultivables, des pâturages, des espaces commerciales, points d'eau, etc. Pris collectivement, toutes ces carences rendent questionnables les perspectives d'autonomisation des réfugiés qui y sont logés.

Sur ce sujet, la littérature disponible insiste sur les stratégies mises sur pied afin de protéger les réfugiés dès leur arrivée. Selon O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, pp. 243-245) et H. Tembeng Tah (2021), il s'agit de l'identification, leur enregistrement, l'assistance psychosociale et la mise à disposition de quelques ressources vitales. Ces auteurs mettent également en lumière l'apport des AGR, des initiatives d'alphabétisation des réfugiés centrafricains et l'encouragement du retour, comme facteurs essentiels à leur autonomisation. En parallèle, J. Lemouogue (2021, pp. 3-5) montre que ces stratégies contribuent au renforcement des compétences scolaires, de l'engagement communautaire des réfugiés ainsi que de leur capacité à résoudre des conflits. Ces études soulignent bien le fait que malgré les efforts fournis autant par l'Etat que par ses partenaires, le dispositif déployé fait face à de nombreux défis structurels et un réel déficit de coordination entre les autorités locales, les humanitaires, les populations locales et les réfugiés.

De même, il est particulièrement intéressant de constater qu'il existe très peu de travaux abordant le sujet spécifique des réfugiés centrafricains du site de Gado-Badzéré puisque la majeure partie des travaux analyse la question des réfugiés centrafricains de manière générale. En plus d'être peu actualisée ; ce qui réduit leur pertinence face aux évolutions récentes du phénomène, ces études privilégient une démarche sectorielle, abordant ainsi un seul volet sans proposer une analyse intégrant les parcours, programmes, dispositifs, ressources et moyens de résilience desdits réfugiés. Tout ceci appelle à une étude plus approfondie et reposant sur

l'analyse d'un cas particulier afin d'appréhender les effets ainsi que les mécanismes de résilience employés par les réfugiés centrafricains.

Dès lors, constatant que malgré les insuffisances structurelles constatées, le site de Gado-Badzéré reste ouvert et poursuit malgré tout sa mission, la présente étude soulève la question centrale suivante : dans quelle mesure les dispositifs d'accueil et d'autonomisation mis en œuvre sur le site de Gado-Badzéré permettent-ils de renforcer la protection, l'insertion socioéconomique et la résilience des réfugiés centrafricains ? Cette étude postule qu'en dépit de leurs limites, en combinant une prise en charge humanitaire ciblée avec des mécanismes d'insertion locale et des actions communautaires, les dispositifs déployés contribuent graduellement à l'amélioration des capacités individuelles et collectives des réfugiés. Pour vérifier cette hypothèse, les paragraphes suivants insistent sur l'ancrage théorique et méthodologique de l'étude (1), le dispositif d'accueil et de protection des réfugiés (2.1.), le dispositif d'autonomisation, l'intégration locale et/ou de réinstallation des réfugiés (2.2.) et les effets sur l'autonomisation des réfugiés ainsi que le déploiement des stratégies de résilience par les réfugiés (2.3.). Puis, intervient une discussion des résultats (3.).

1. Ancrage théorique et méthodologique de l'étude

L'ancrage théorique et méthodologique de cette étude représente le socle à la fois conceptuel et opérationnel sur lequel s'appuie l'ensemble de la démarche de recherche. Cette articulation permet d'organiser la réflexion, en précisant les modèles mobilisés pour analyser le phénomène étudié, ainsi que les étapes clés qui ont orienté la collecte des données, leur traitement et leur interprétation.

1.1. Cadre théorique de l'étude

La présente étude mobilise le constructivisme structuraliste de P. Bourdieu, un modèle d'analyse adapté à la saisie d'un phénomène aussi complexe. Cette approche théorique a permis de comprendre comment les structures sociales objectives (dispositif d'accueil, encadrement, d'autonomisation ou encore la répartition des ressources y afférentes) influencent les comportements individuels et collectifs, tout en laissant place au déploiement de stratégies des acteurs (P. Bourdieu, 2002, p. 4 et A. Bouloung, 2023, p. 12). En cela, cette approche théorique nous a poussé à observer de près les habitus (P. Bourdieu, 1980, pp. 88-92) des réfugiés afin d'explorer leur capacité de résilience à partir de leurs réactions dans un tel environnement. Ainsi, le constructivisme structuraliste a grandement contribué à dépasser une lecture

essentiellement structurelle du dispositif observé, en intégrant des orientations subjectives, culturelles et stratégiques mobilisées par les réfugiés dans leur quête d'autonomie.

1.2. Méthodologie

Cette étude est réalisée à Gado-Badzéré, situé dans la Région de l'Est du Cameroun. Ce site accueille une population importante de réfugiés centrafricains car frontalière avec la République Centrafricaine ; ce qui en fait un terrain d'étude approprié. La population d'étude est composée de 30 réfugiés centrafricains résidant dans le site de Gado-Badzéré, 1 chef du quartier, 2 populations hôtes, 4 personnels encadrants et 2 autorités administratives locales. Afin d'identifier la population accessible, la présente étude s'est appuyée sur la technique d'échantillonnage sur place et celle dite de boule de neige. La première a consisté à procéder à la sélection des catégories sociales dans les édifices publics, pour les autorités locales, et directement dans le site de Gado-Badzéré pour les réfugiés, tout en veillant à y inclure toute leur diversité, notamment les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes âgées. Pour les membres des communautés hôtes et le personnel encadrant, la technique d'échantillonnage par boule de neige a été employée en raison de la difficulté à identifier et à localiser ces couches sociales dans le champ de l'étude. Au total, 39 sujets enquêtés ont été interrogés.

Les données ont été collectées au moyen de la recherche documentaire, des entretiens semi structurés et des observations désengagées. Toutes les données collectées ont été analysées en faisant recours à l'analyse de contenu, notamment l'approche thématique (A. Mucchielli et P. Paille, 2016 et L. Bardin, 1986). Par ailleurs, parce que certains enquêtés ont réclamé l'anonymat, des codes furent attribué à toutes les catégories de l'étude. « A » pour les autorités locales, « L » pour la population hôte, « Y » pour les réfugiés et « T » pour le personnel encadrant.

2. Résultats

De la méthodologie ci-dessus présentée, découlent trois principaux résultats, à savoir : l'éventail du dispositif d'accueil mis à la disposition des réfugiés (2.1.), les ressources et stratégies mobilisées dans leur parcours d'autonomisation (2.2.), ainsi que leur contribution au renforcement des capacités desdits réfugiés, en matière d'engagement communautaire et d'inclusion économique (2.3.).

2.1. Dispositif d'accueil et de protection des réfugiés

Ce premier résultat montre que l'accueil des réfugiés centrafricains sur le site de Gado-Badzéré s'inscrit dans un dispositif humanitaire structuré autour de plusieurs mécanismes de protection. Ainsi, dès leur arrivée à Garoua-Boulaï, les réfugiés sont identifiés, enregistrés et catégorisés ; ce qui leur permet d'accéder aux droits fondamentaux et aux services de base. De même, une attention particulière est portée aux cas vulnérables, qui bénéficient d'une assistance psychique et sociale. Par ailleurs, la mise à disposition du minimum vital constitue une réponse immédiate aux besoins essentiels, tout comme la protection juridique offerte aux réfugiés.

2.1.1. Identification, enregistrement et catégorisation des réfugiés

L'accueil des réfugiés à Gado-Badzéré repose sur une approche structurée et organisée permettant d'assurer la sécurité des réfugiés. En effet dès leur arrivée au Cameroun, les réfugiés sont accueillis par le gouvernement camerounais, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et ses différents partenaires dans un centre d'accueil situé dans la ville de Garoua-Boulaï, près du pont bascule. A2[1] en parle en ses termes :

> *Depuis 2014, […] les ressortissants de la RCA se sont retrouvés au niveau de nos frontières. En tenant compte des conventions qui lient le Cameroun à d'autres États, il était bon que le Cameroun, sous l'impulsion du président de la République, accueille ces réfugiés au niveau de Garoua-Boulaï, notamment à Gado badzéré.*

Une fois sur le territoire camerounais, ils sont systématiquement identifiés et enregistrés. Les réfugiés reçoivent ainsi des bracelets facilitant leur identification et leur catégorisation. Une fois ces étapes effectuées, ils sont enregistrés et déportés sur le site aménage de Gado-Badzéré. C'est en quelque sorte ce qui ressort des propos suivants :

Tableaux n° 1 : Verbatims retraçant le parcours d'accueil des réfugiés

Codes	Verbatims
Y26[2]	*« Ils nous avaient conduit jusqu'à Garoua-boulai, ici au Cameroun. Arrivés à Garoua-Boulaï, il y avait un centre d'accueil que le HCR avait installé face au pont bascule, un site d'accueil. Nous nous sommes fait enregistrer là-bas comme réfugiés et on nous a conduits ici. »*
Y37[3]	*« Depuis à l'entrée, avec les autorités, les membres du gouvernement qui nous ont accueillis, tout et tout, on nous a conduit au camp de transit et après, le HCR est venu nous référer et tout, et tout. Et ils nous ont mis les bracelets. C'est après qu'ils nous ont déportés de Garoua-Boulaï pour le site de Gado. »*
Y38[4]	*« Oui […], premièrement, nous sommes arrivés au Pont Bascule. Et après, c'est le HCR qui nous a pris pour amener ici sur le site »*
Y22[5]	*« Il y avait des hangars communautaire avant, où on séparait les hommes matures avec les femmes et les enfants. Les femmes et les enfants dormaient à part, les hommes dormaient à part. C'est comme ça qu'on nous plaçait […]. Voilà comment on avait été accueillis »*

Source : Enquête de terrain, avril-mai 2025

[1] A2, autorité locale, entretien réalisé le 14 avril 2025 à Garoua-Boulaï, à 8h46.
[2] Y26, réfugié Centrafricain, entretien réalisé le 07 avril 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h24.
[3] Y37, réfugié centrafricains, entretien réalisé le 07 avril 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h15.
[4] Y38, réfugié Centrafricain, entretien réalise le 09 avril 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h42.
[5] Y22, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 12 avril, à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 13h45.

Les verbatims ci-dessus illustrent de manière concrète le fonctionnement du dispositif d'accueil et d'enregistrement des réfugiés centrafricains à leur arrivée à Garoua-Boulaï, point de passage stratégique vers le site de Gado-Badzéré. À travers ces récits, il s'observe un déploiement d'une chaîne d'actions bien structurée. Ainsi, initié par les autorités camerounaises et le HCR, ce processus commence par l'accueil dans un centre aménagé à proximité du pont bascule (Y26, Y38), suivi de l'enregistrement administratif des réfugiés en tant que tels. Ce processus d'identification est essentiel, car il marque leur reconnaissance officielle et conditionne l'accès aux droits et à l'assistance humanitaire. Y37 souligne également l'implication des autorités gouvernementales dans l'accueil initial, ainsi que le rôle du camp de transit comme espace intermédiaire avant le transfert vers le site définitif. L'attribution de bracelets par le HCR, mentionnée dans ce même extrait, révèle une logique de catégorisation et de traçabilité permettant de gérer les flux et d'assurer le suivi de ses acteurs.

Par ailleurs une fois sur le site de Gado-Badzéré, les réfugiés sont catégorisés en fonction de leur âge et sexe ; le but étant d'éviter des abus de toute sorte. Les hommes sont ainsi séparés des femmes et des enfants et installés dans différents hangars avant obtenir un logement en fonction de la taille de la famille.

2.1.2. Identification des cas vulnérables et assistance psychologique

Par cas vulnérables, il faut entendre les réfugiés victimes de traumatismes divers (psychiques, physiques, etc.) du fait de la désorientation, la perte du goût de la vie, des biens ou d'un être cher. Une fois sur le site de Gado-Badzéré, ces personnes ont accès à une cellule d'écoute et d'accompagnement constituée de psychologues, sociologues et assistants sociaux. C'est ainsi que Y26[6] affirme :

> *On avait des gens qui portaient des traumatismes, des blessures qui ne sont pas cicatrisées. C'était un peu ça. […] Il y avait des femmes qui ont perdu leur mari. Il y avait des hommes qui ont perdu leur épouse. Beaucoup sont restés avec cet état de traumatisme qui les faisait pleurer tout le temps. Ils passaient tout le temps à pleurer. Ils ne voulaient même pas manger. Ce qui a fait qu'on a amené des psychologues et les assistants sociaux ici. On a ouvert un bureau pour eux. Il y avait aussi MSF, Médecins Sans Frontières, qui était là pour soigner les différentes pathologies.*

Il ne fait aucun doute que le cas de deuil ci-dessus évoqué trahi une détresse émotionnelle profonde. Face à cette situation, le dispositif humanitaire réagit par la mise en place d'un accompagnement psychosocial structuré. L'arrivée de psychologues et d'assistants sociaux, ainsi que l'ouverture d'un bureau dédié, témoigne d'une volonté de répondre aux besoins spécifiques des personnes vulnérables au-delà de la simple assistance matérielle. Cette

[6] Y26, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04 mai 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h24.

intervention vise à restaurer une forme de stabilité émotionnelle à travers l'écoute, la prise en charge des enfants non accompagnés et l'orientation vers des soins adaptés. La présence de Médecins Sans Frontières (MSF) renforce cette approche. Ces propos d'Y26 montrent bien que l'identification des cas vulnérables ne repose pas uniquement sur des critères visibles (âge, handicap, isolement), mais aussi sur une lecture fine des signes de souffrance psychique, qui nécessite une expertise professionnelle et une coordination entre acteurs médicaux et sociaux.

2.1.3. Mise à disposition du minimum vital

Le minimum vital fait référence aux kits d'hygiène, de ration alimentaire, des abris provisoires permettant aux réfugiés de souffler après des semaines voire des mois de survie. Le fait est que, parce que confrontés à un départ précipité, ces réfugiés ont dû tout laisser derrière eux. Dans un tel contexte, à travers l'aide humanitaire ceux-ci reçoivent le minimum nécessaire. C'est en tout cas ce qui ressort des propos suivants :

Tableau n° 2 : Minimum vital mis à la disposition des réfugiés

Codes	Verbatims
Y2[7]	*« Après c'est lui qui nous a enregistré. Le HCR délivre les cartes des réfugiés.»*
Y14[8]	*« Quand nous sommes arrivés ici, […] on a trouvé l'abri d'urgence et on nous a donné les marmites, les couvertures et un panneau pour nous éclairer »*
Y15[9]	*« MSF a pris en charge notre santé et la Croix-Rouge prend en charge la nutrition de nos enfants en charge. Le HCR nous donne l'abri, la natte, la marmite, le bidon, toutes les choses. Quand on a fui là-bas, on vient seulement comme ça. »*
Y22[10]	*« Bon, pour expliquer, pas à pas ou terre à terre, comment ça se passe [...], à partir du bus déjà, en descendant, on vous donne des kits. Il y'a des nattes pour dormir, des bidons d'eau de 5 litres pour s'approvisionner en eau potable, un petit sceau pour pouvoir se laver, un peu de savon, un peu de kits d'hygiène du genre brosse à dents, pâte dentifrice, des choses comme ça.»*

Source : Enquête de terrain, Avril-Mai 2025

Au regard des propos ci-dessus, il n'est pas superflu d'y voir un dispositif humanitaire de première nécessité. D'ailleurs, à ce sujet, l'intervention d'Y14 montre bien que l'installation matérielle des réfugiés centrafricain à Gado-Badzéré est pensée pour garantir un minimum de sécurité et de confort, comme le soulignaient déjà O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, pp. 243). L'expression *« on a trouvé l'abri »* suggère une forme de soulagement, mais aussi une dépendance à l'aide extérieure pour reconstruire un espace de vie. Y15 et Y22 emboitent dans ce sens en exposant la répartition des rôles entre les institutions impliquées ; résultat qui ne s'éloigne pas significativement de celui auquel J-P. N'Nde (2018, pp. 12-14) était parvenu. C'est donc une structure véritablement objective au sens bourdieusien (P. Bourdieu,1980, pp.

[7] Y2, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 02 avril 2025, à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h57.
[8] Y14, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 03 avril 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 14h37.
[9] Y15, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04 avril 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h28.
[10] Y22, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04 mai 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 13h45

88-92), qui contribue à sa manière à configurer les le cadre d'existence des réfugiés en passant par ces procédés institutionnels.

2.1.4. Protection juridique des réfugiés identifiés

L'insistance sur la catégorie de réfugiés identifiés est légitime en ce sens que durant la collecte des données hors du camp, nous avons rencontré des réfugiés qui n'étaient pas enregistré et ne possédaient pas de cartes de réfugiés. Or, la protection juridique est réservée à la catégorie connue officiellement et bénéficiant de l'encadrement des structures d'accueil. Conformément à l'article 11 de la loi de 2005 portant statut des réfugiés au Cameroun, ceux-ci sont appelés à se *« conformer aux lois, aux règlements en vigueur au même titre que les nationaux »*. Ainsi, à partir du moment que le réfugié entre en possession de sa carte de réfugié, celui-ci a accès, légalement, à une diversité de service sociaux et publiques. A ce sujet, Y38[11] estime :

> *Ça nous donne la possibilité de circuler dans le Cameroun, comme l'enfant du pays. Même avoir les mêmes droits comme l'enfant du pays. Parce que si arriver quelque part, tu n'as pas la carte pour t'identifier, tu ne peux pas circuler comme tu veux. On peut même te prendre comme un bandit.*

Ce récit montre bien que la protection juridique acquise par les réfugiés à travers la carte, ne se limite pas à un statut administratif, mais confère également une certaine reconnaissance légale incluant une liberté de mouvement sur le territoire national. Cette carte devient ainsi un instrument de protection contre l'arbitraire, notamment contre les risques d'interpellation ou de stigmatisation. A l'image d'un capital juridique, cette pièce agirait comme une barrière symbolique.

2.2. Dispositif d'autonomisation, d'intégration locale et/ou de réinstallation des réfugiés

Ce deuxième résultat insiste sur le fait que les réfugiés ne sont pas simplement des bénéficiaires passifs de l'aide humanitaire ; ils sont des agents sociaux dotés d'habitus façonnés par leur histoire migratoire, leurs conditions de vie et les structures institutionnelles dans lesquelles ils évoluent. En cela, la mobilisation des AGR, rendue possible par l'intervention de partenaires comme LWF, IMC et Solidarité International, illustre comment les structures d'aide offrent des opportunités de reconversion sociale. En fournissant des formations, des ressources matérielles et un cadre organisationnel, ces programmes modifient les conditions objectives d'existence des réfugiés. Dans la même vienne, l'intégration locale et scolaire, tout comme les stratégies de (re)installation ou de retour repose sur une logique de reproduction et de

[11] Y38, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 08 mai 2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h49

transformation des capitaux sociaux, culturels et économiques. L'accès à l'école, la réduction des frais de scolarité, le soutien logistique du HCR et de l'État camerounais constituent des mécanismes structurants qui permettent aux enfants réfugiés d'accumuler du capital social, condition indispensable pour une éventuelle mobilité sociale.

2.2.1. Organisation et subvention des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Il faut attendre l'arrivée de nouveaux partenaires (LWF, International Medical Corps et solidarité international) sur le site de Gado-Badzéré pour voir émerger des AGR, notamment grâce à des programmes d'autonomisation pour réfugiés et cadres de formation professionnelle. Dans l'ensemble, ses activités contribuent à auto employer et autonomiser les réfugiés tout en développant en eux un ensemble de compétences pratique et/ou professionnelle.

Tableau n° 3 : Genèse et contenu des AGR

Codes	Verbatims
Y37[12]	*« Avant, non. Avant, non. Avant, c'était le temps d'urgence. Et vous savez que les ONG prennent beaucoup leur temps à chercher, à installer les réfugiés. Et c'est peu après que, au fur et à mesure, autour de trois ans après, qu'ils ont commencé maintenant à nous parler de l'autonomisation »*
Y26[13]	*« Comme nous sommes venus ici en 2014. C'est aux environs de 2016 qu'on a commencé à parler de l'autonomisation C'est à partir du moment où il y avait Solidarité Internationale. Solidarité Internationale était venue avec LWF et IMC. […] Quand ils étaient venus, c'est à partir de là qu'on a commencé à dire que « non, vous devez vous associer en groupement, vous devez vous mettre en groupement. Et puis, on va venir vous donner de l'argent. Vous allez faire le commerce. Vous allez faire la culture. Vous allez faire les petits élevages, les petits rudiments. Vous allez faire l'agriculture, la pisciculture, pour essayer d'avoir un peu de l'argent et vivre un peu autonome, …»*
Y18[14]	*« Oui, il y a eu des formations. Les partenaires apportent beaucoup de formations dans différents domaines, y compris la maçonnerie aussi. Moi-même, j'ai fait partie. J'ai été formé par l'OMG Solidarité en maçonnerie et c'est ça qui m'a permis de gérer mon foyer.»*
Y6[15]	*« En 2018, j'ai été aussi candidat et on m'a sollicité pour aller faire la formation au niveau de Bertoua en secrétariat comptable. j'ai fini ma formation. Et hormis ça, ma femme aussi, elle a été bénéficiaire du programme d'autonomisation chez Solidarité Internationale »*
Y11[16]	*« Elle a bénéficié de la connaissance sur ça. Le produit qu'ils avaient élevé, ça l'a aidé. Ça a aidé même la famille, parce que partant de ça, elle a payé les frais de la scolarisation de mes enfants. Ceux qui sont déjà au niveau du CS. C'est elle qui prenait en charge de la scolarisation avec le revenu de leur AGR. Et même ce bénéfice a couvert au moins l'alimentation de la famille »*
Y19[17]	*« Les programmes d'autonomisation, ils ont donné les champs à cultiver, et puis l'argent aussi, la commerce, la formation professionnelle, la couture, le tricot aussi, il y en a qui fait le charbon, et puis beaucoup d'autres choses, le savon, tout ça. »*
Y30[18]	*« La formation, […] on nous a appris comment utiliser de l'argent, comment faire le commerce, comment faire l'économie. Si la fête, ça vient, comment tu dois gaspiller de l'argent et puis pour garder de l'argent. C'est comme ça qu'on nous a fait »*

Source : Enquête de terrain, Avril-Mai 2025

[12] Y37, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 07/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 15h38.
[13] Y26, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 07/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h34.
[14] Y18, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 11h23.
[15] Y6, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 03/04/2025à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h30.
[16] Y11, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 03/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h52.
[17] Y19, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h20.
[18] Y30, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 07/ 04/ 2025, à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 17h06.

Soutenues par des formations ciblées ainsi que par des appuis logistiques et financiers, ces initiatives contribuent indéniablement à réduire la dépendance des réfugiés à l'aide humanitaire. C'est en tout cas ce qui ressort des propos inscrits dans le tableau n°3.

Les propos ci-dessus montrent bien une évolution significative dans la gestion humanitaire, marquée par une transition progressive de la phase d'urgence vers une logique d'autonomisation. Les interventions des enquêtés Y37 et Y26 illustrent cette temporalité de 2014 à 2018 ; ce qui traduit un changement de paradigme dans l'approche humanitaire. Cette transition est confirmée par O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, p. 244), qui soulignent que *« les réponses immédiates sont constituées des aides matérielles et alimentaires, alors que les réponses à moyen et long terme s'intéressent au devenir des réfugiés »*.

Comme l'indiquent les enquêtés Y26, Y18 et Y6, les réfugiés ont été encouragés à se regrouper en associations pour bénéficier de financements et de formations dans des domaines variés tels que l'agriculture, la pisciculture, la couture, la maçonnerie ou encore le secrétariat comptable. Ces initiatives ont contribué au développement de compétences techniques et de créer des microentreprises, contribuant ainsi à leur insertion économique. T. Ngoufo Sogang et H. D. Mevoula Lessomo (2021, pp. 85-87) confirment que la collaboration entre les ONG et les réfugiés facilite l'émergence de solutions durables, notamment par la formation professionnelle et l'accès à des ressources productives. Les effets concrets de ces AGR sur les foyers sont assez perceptibles dans les propos de Y11 et Y19. En fait, à travers les revenus générés, certaines familles ont pu subvenir à certains besoins, notamment l'alimentation et la scolarisation des enfants.

2.2.2. Insertion locale et intégration scolaire

L'insertion locale des réfugiés fait partie des options proposées par le HCR car elle fait partie des solutions durables pour ceux des réfugiés réfractaires à un éventuel retour en RCA. Ceci s'explique par le fait qu'une fois intégrer au sein de la communauté hôte, ils pourront développer des moyens pour s'autogérer. Parallèlement, l'insertion des enfants de réfugiés en milieu scolaire contribue également à les intégrer durablement dans le tissu social local et les prépare à un avenir professionnel. C'est dans ce sens que des accords entre le Gouvernement du Cameroun et le HCR leur procure un appui logistique (attribution de fournitures scolaires, distribution des repas aux élèves, réduction de frais de scolarité, compassion du personnel enseignant et administratif, etc.).

À la question de savoir à combien s'élève le coût de la scolarité Y11[19] estime : *« Pour l'école primaire, c'était 3500. Et au niveau du CS, c'est 27500 francs »*. Cette réduction des frais de scolarité pour les enfants de réfugiés au sein de Gado-Badzéré est largement encouragée par l'UNICEF (2025).

2.2.3. (Ré)installation, rapatriement ou retour volontaire

Pour garantir un meilleur avenir aux réfugiés, d'autres solutions sont préconisées à savoir la réinstallation, l'installation ou le rapatriement volontaire dont le dernier en date est celui du 26 mars 2025. Il s'agit de solutions durables car permettant à certains de retrouver une vie plus stable. Sur ce sujet, T2[20] estime :

> *On a trois solutions durables. L'installation sur le site de Gado et même ailleurs : on a plusieurs réfugiés qui sont déjà réinstallés. Que ce soit au Canada, aux États-Unis ou même en France. Ça c'est la première solution qui est l'installation. On a la deuxième qui est le rapatriement volontaire. C'est pour ça que le HCR accompagne des réfugiés de Gado à rentrer chez eux parce que nul n'est plus à l'aise que chez soi [...]. Maintenant, la troisième solution c'est l'intégration. Celui qui n'a pas reçu la réinstallation et qui n'a pas reçu le rapatriement volontaire, mais qui décide de rester ci au Cameroun […].*

Dans la suite de son récit, selon cet enquêté, la première solution concerne les réfugiés les plus vulnérables, sélectionnés selon des critères de protection internationale, et vise à leur offrir un cadre de vie stable et sécurisé. O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, p. 246) confirment cette assertion en indiquant que *« certains réfugiés du site de Gado-Badzéré ont été réinstallés dans des pays occidentaux dans le cadre de programmes de protection internationale »*. La deuxième solution (le retour) est encadrée par le HCR et repose sur le principe du libre choix, dans des conditions de sécurité et de dignité. Comme le constatent eux aussi T. Ngoufo Sogang et H. D. Mevoula Lessomo (2021, p. 88), *« le rapatriement volontaire est encouragé lorsque les conditions de sécurité et de dignité sont réunies dans le pays d'origine »*. La troisième solution quant à elle (l'intégration locale) concerne les réfugiés qui ont délibérément choisi de demeurer au Cameroun ; ce qui implique forcément une intégration dans l'environnement civil, juridique et socioéconomique local. A ce fier au nombre de réfugiés centrafricains présent dans la Région de l'Est du Cameroun, il n'est pas superflu de croire que cette dernière solution serait la plus répandue.

[19] Y11, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 03/04/2025 à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 12h52.
[20] T2, personnel encadrant, entretien réalisé le12/04/2025 à Garoua-boulaï, à 13h15.

2.3. Effets des dispositifs d'accueil et d'autonomisation déployés

Ce troisième résultat permet de mettre en lumière les transformations individuelles, sociales, économiques et identitaires vécues par les réfugiés centrafricains. Ainsi, en plus de représenter une réponse humanitaire d'urgence, ces dispositifs ont grandement contribuer à renforcer les capacités individuelles des réfugiés, leur engagement communautaire ainsi qu'économique. De ce fait, à travers des programmes tels que l'octroi de microcrédits, le développement des AGR ou encore l'implication dans la gestion du camp, ces réfugiés deviennent progressivement des acteurs de leur propre résilience.

2.3.1. Renforcement des capacités entrepreneuriales des réfugiés à travers l'octroi de microcrédits

Il s'agit d'un autre programme de soutien aux réfugiés mis en place par le HCR afin de stimuler leur esprit entrepreneurial, notamment dans la fabrication et la commercialisation de savons, l'élevage, l'agriculture ou le petit commerce. Les verbatims ci-dessous en donnent un meilleur aperçu.

Tableau 4 : Accès au microcrédit par les réfugiés

Codes	Verbatims
Y6[21]	*« Comme ma femme voulait faire les petits commerces, vendre les arachides et les poissons fumés, on les a regroupés au nombre de dix. On les a donnés une somme qui les a permis d'aller faire des achats. Elles se sont installées au niveau du marché pour vendre ces produits-là. C'est de ça qu'on vit maintenant »*
Y4[22]	*« On nous avait dit qu'on va venir nous prêter de l'argent. On va exploiter et rembourser. On était au nombre de 10 et on nous a donné 400 000 francs. On avait fait dans les services, c'est-à-dire les machines de transformation de farine et aussi les pâtes d'arachide. Mais ça n'a pas marché »*

Source : Enquête de terrain, Avril-Mai 2025

Les propos d'Y3 témoigne d'une expérience réussie de micro entrepreneuriat. En effet, la mise en commun des ressources entre ses dix femmes, appuyée par un financement initial, a rendu possible la mise sur pied d'une activité commerciale rentable. Ce cas illustre une forme d'autonomisation économique fondée sur la simplicité du modèle, la proximité du marché et la vulgarisation des produits proposés.

À l'inverse, le témoignage de Y4 révèle une expérience d'échec entrepreneurial, malgré un financement conséquent, notamment 400 000 francs pour dix personnes. Il s'agit d'un échec entrepreneurial qui a contribué à désillusionner les participants ; ce qui explique l'emploi de l'expression : *« mais ça n'a pas marché »*. Pour l'essentiel, il importe de retenir que les réfugiés sont activement impliqués dans les activités sociales et économiques locale, le but étant

[21] Y3, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 02/ 04/ 2025, à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 9h17.
[22] Y4, Réfugié centrafricain, entretien réalisé le 07/ 04/ 2025, à Gado-Badzéré, site des réfugiés, à 10h11.

d'arracher, malgré les divers obstacles rencontrés, leur indépendance résidentielle et financière. Par ailleurs, les deux témoignages ci-dessus présentés montrent que, bien qu'étant un outil puissant d'autonomisation, l'octroi de microcrédit ne produit pas automatiquement des résultats positifs. Il ne serait pas exagéré de dire que cela dépend de plusieurs facteurs dont la pertinence du projet, la cohésion du groupe, les compétences des porteurs du projet, l'accessibilité du marché, etc.

2.3.2. Implication dans la gestion du camp

La participation des réfugiés à la vie du camp les aide à se sentir utile et intégré. En effet en les impliquant dans les comités et les activités culturelles, ceux-ci prennent des décisions, ce qui augmente leur confiance en soi et réduit les tensions dans le camp. D'un point de vue empirique, le site de gado-Badzéré est divisé en 12 secteurs dont chacun est dirigé par un réfugié, le chef. Ce dernier a pour mission de rapporter tout incident rencontrer dans son secteur au près du personnel encadrant ; d'assister aux différentes réunions organisées par le gestionnaire du camp et de rédiger des rapports de suivi portant sur leur circonscription. Cette participation permet aux réfugiés de sentir pris en considération dans le processus de prise de décision. À ce sujet Y1[23] déclarera que : *« je suis le chef du secteur 4, c'est moi qui prends les décisions dans ce secteur et quand ça me dépasse je pars voir le camp manager »*.

En plus les organisations présentent sur le site ayant besoin d'une main d'œuvre recrute des réfugiés pour que ces derniers puissent les aider dans la communication, la gestion du camp et l'accomplissement de leur mission. C'est en tout cas ce qui ressort des propos suivants :

Tableau 5 : Verbatim sur l'implication des réfugiés dans la gestion du site

Codes	Verbatims
Y3[24]	*« Plan International. J'avais fait 3 ans dedans. Et puis après ça, j'ai fait beaucoup de relais ici, même en santé mentale. J'ai parcouru tout ici dedans : santé mentale, après santé mentale je suis le président de BBS. Après le président de BBS, c'est ça que je suis maintenant »*
Y5[25]	*« Je travaille avec HCR par rapport au rapatriement volontaire. […] Oui, par avant je suis volontaire CBT, je travaille OPAM, à Programme Alimentaire. Mais maintenant, […] je suis revenu au PAM. Mais maintenant, il n'y a pas le travail. Quand il y a petit job, je travaille au HCR par rapport au rapatriement volontaire. Je fais des sensibilisations avec les médecins sans frontière.»*

Source : Enquête de terrain, Avril-Mai 2025

Les propos ci-dessus soutiennent une forte implication des réfugiés dans la gestion du camp de Gado-Badzéré. Le parcours d'Y3 est particulièrement chargé d'une diversité d'engagements : trois années au sein de Plan International, des relais en santé mentale, puis une

[23] Y1, Réfugié centrafricaine, entretien réalisé le 02 avril 2025 à gado-badzéré, site des réfugiés.
[24] Y3, réfugié centrafricain, entretien réalise le 02 avril 2025 à gado-badzéré, site des réfugiés.
[25] Y5, refugié centrafricain, entretien réalise le 02 avril 2025 à gado-badzéré, site des réfugiés.

fonction de leadership en tant que président de BBS, etc. Ce cheminement témoigne d'une montée en compétences et d'une reconnaissance progressive de son rôle dans la communauté, traduisant une accumulation de capital social et symbolique. De son côté, l'enquêté Y5 connait une implication intermittente dans plusieurs structures humanitaires dont volontaire CBT, au Programme Alimentaire Mondial et au HCR. Ces deux parcours reflètent une véritable polyvalence fonctionnelle, mais aussi une précarité professionnelle, marquée par l'absence de stabilité.

2.3.3. Développement des activités génératrices de revenus (AGR)

Les AGR mis en place par les structures d'encadrements des réfugiés du site de Gado-Badzéré démontrées plus haut (confer titre n° 3.1.) débouchent, dans certains cas, sur la création des espaces informels, mais prospères de fabrication de savon, de couture, de soudure, d'élevage, etc. La mise en place de ses structures permet auxdits réfugiés de gagner de l'argent et de moins dépendre de l'aide humanitaire. C'est d'ailleurs dans ce sens que les enquêtés suivants estiment :

Tableau 6 : Verbatim sur le développement des activités génératrices de revenus

Codes	Verbatims
Y10[26]	*« Après notre formation en entrepreneuriat. On nous aidé à faire notre projet basé sur l'élevage de volailles, les volailles. Et […] on nous a appuyé pour construire un poulailler pour nous. On a continué aussi nos volailles »*
Y13[27]	*« Ils nous ont donné l'arachide. Chaque personne a eu un sac. Et c'est là que nous avons commencé à vendre cela et de pouvoir faire quand-même de ce petit commerce. »*
Y18[28]	*« Grace à l'OMG Solidarité, j'ai suivi la formation pour devenir maçon […]. Aujourd'hui, c'est ça qui me permet de gérer mon foyer »*
Y19[29]	*« Ils nous ont donné les champs à cultiver et puis l'argent pour entretenir/ Je cultive maintenant »*

Source : Enquête de terrain, Avril-Mai 2025

Les verbatims présentés ci-dessus illustrent concrètement la dynamique professionnelle dont font preuve les réfugiés au bout du dispositif d'accueil et d'autonomisation reçu. Y10 témoigne d'un accompagnement assez structuré lorsqu'il affirme : *« Après notre formation en entrepreneuriat […] on nous a appuyé pour construire un poulailler »*. Ceci montre bien que les AGR ne se limitent pas à une simple distribution de ressources, mais s'inscrivent dans une logique de projet, avec un appui technique et matériel. Dans ce sens, Y13 laisse entrevoir la mise en place, quoique progressive, d'un petit commerce né de la distribution de sacs d'arachide

[26] Y10, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 9/ 5/ 2025 à Gado-badzéré, site des réfugiés, à 8h06.
[27] Y13, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 03 /04/ 2025 à Gado-badzéré, site des réfugiés, à 14h12.
[28] Y18, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04 / 04/ 2025à Gado-badzéré, site des réfugiés, à 11h23.
[29]Y19, réfugié centrafricain, entretien réalisé le 04 avril 20255 à Gado-badzéré, site des réfugiés, à 12h20.

qui a permis aux réfugiés de générer des revenus. D'une certaine manière, c'est également le cas d'Y18 et 19 dont l'un vit désormais de la maçonnerie et l'autre l'agriculture.

Ces témoignages confirment que les AGR ne sont pas de simples activités économiques, mais des instruments qui attestent de la capacité de résilience et d'inclusion des réfugiés. Ils permettent à ces derniers de reconstruire leur identité sociale, de participer à la vie communautaire et de réduire leur dépendance à l'aide humanitaire. C'est d'ailleurs dans ce sens que Solidarités Internationale (2020) soulignée que les AGR *« permettent aux réfugiés de développer des compétences pratiques et de générer des revenus durables*.

2.3.4. Timide accès au marché de l'emploi

L'accès au marché de l'emploi est timide car il est encore jonché de nombreuses péripéties principalement liées au déficit de diplômes et qualifications professionnelles des réfugiés et ensuite à la prépondérance de préjugés sociaux. Même s'il semble toujours particulièrement difficile pour les réfugiés rencontrés de trouver des emplois locaux stables au regard des préjugés, certains d'entre eux continuent d'explorer le monde formel. Tel est précisément le cas d'Y30[30] qui estime :

> *Quand on part déposer un dossier où on demande un pharmacien quelque part. J'ai dit d'accord comme j'ai eu de l'expérience sur ça. […] je pars maintenant déposer un dossier. En arrivant là-bas, le directeur avait pris mon dossier et après, il m'avait appelé en disant qu'il n'a pas vu ce qu'il y a à l'intérieur. Il m'avait appelé : « monsieur ALI c'est vous ? Je dis oui. ». Il me dit que c'est pour l'entretien et il m'a dit la date. Je lui ai dit qu'il n'y avait pas de souci. Après, je suis venu. Il me dit « tu es réfugié ». Je lui dis oui, je suis réfugié. Il me répond : « dommage » et il s'est arrêté là-bas.*

Le témoignage de l'enquêté Y30 met en lumière une réalité un peu trop souvent occultée dans les discours institutionnels sur l'intégration. En fait, malgré leurs compétences antérieures reçues dans leur pays d'origine ou au sein du camp de Gado-Badzéré, de même, malgré leur volonté de participer activement à la vie professionnelle du pays d'accueil, l'accès des réfugiés au marché de l'emploi demeure un réel défi. Ainsi, ce récit révèle une forme de discrimination structurelle, fondée non pas sur les qualifications ou l'expérience, mais sur le statut juridique et social du demandeur.

Dans une logique bourdieusienne, on peut interpréter cette scène comme une manifestation du capital symbolique négatif associé au statut de réfugié. Bien que l'enquêté Y30 dispose d'une expérience en pharmacie et ait suivi les procédures classiques de candidature, son identité sociale, ou plus exactement son statut de réfugié, devient un stigmate qui annule la valeur de ses autres capitaux, notamment son expérience, son savoir-faire et toute

[30] Y30, Opcit.

sa motivation. En cela, par le terme *« dommage »*, son interlocuteur, le directeur, exprime une exclusion implicite, fondée sur des représentations sociales qui réduisent le réfugié à une figure de dépendance ou d'illégitimité professionnelle.

Néanmoins le HCR en collaboration avec des institutions Camerounaise telle que le fond national de l'emploi travaille de concert pour permettre aux réfugiés de trouver du travail au même titre que les nationaux. A ce jour, cette initiative a permis, à de nombreux réfugiés, de trouver du travail. C'est dans ce sens que T2[31] estime : *« On travaille en même temps avec le fond national pour l'emploi. On travaille avec eux, je pense par exemple, à Gado on a, les réfugiés qui travaillent actuellement à Cami Toyota, peut-être vous ne savez pas »*.

3. Discussion

La présente discussion met en lumière les effets différenciés des dispositifs d'accueil et d'insertion des réfugiés centrafricains, du site aménagé de Gado-Badzéré, sur leur capacité d'autonomisation et de résiliences. Ainsi, en articulant les observations de terrain au constructivisme structuraliste de P. Bourdieu, trois axes principaux structurent cette analyse.

3.1. Dispositifs de protection et prise en charge des réfugiés à Gado-Badzéré

Ce premier résultat met en évidence la structuration du dispositif d'accueil à Gado-Badzéré, révélant une logique institutionnelle fondée sur l'identification, l'enregistrement et la catégorisation des réfugiés. Il ne s'éloigne pas significativement des résultats auxquels sont parvenus nos devanciers sur ce sujet. En effet, comme le montrent déjà O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, pp. 247-248), une telle organisation permet non seulement de garantir l'accès aux droits fondamentaux, mais aussi de configurer les trajectoires d'insertion à partir d'un cadre normatif précis. Sous une perspective bourdieusienne, ce dispositif peut être interprété comme une structure objective qui façonne les pratiques des individus en fonction de leur position dans le champ humanitaire (Bourdieu, 1980, pp. 88-92).

En tant que capital juridique, selon O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, pp. 248), l'attribution de la carte de réfugié confère une reconnaissance symbolique et protège contre l'arbitraire, tout en ouvrant l'accès aux services sociaux et à la mobilité territoriale. De même, l'identification des cas vulnérables et leur prise en charge psychosociale témoignent d'un glissement progressif de l'aide matérielle vers une approche holistique, intégrant les dimensions émotionnelles et sociales du vécu migratoire. Cette orientation est renforcée par la présence

[31] T2, personnel encadrant du site, entretien réalisé le 12 avril 2025 à Garoua-Boulaï.

d'acteurs spécialisés comme Médecins Sans Frontières (T. Ngoufo Sogang et H. D. Mevoula Lessomo, 2021, pp. 85-87).

La mise à disposition d'un minimum vital (abris, kits, rations) illustre quant à elle la phase d'urgence du dispositif, nécessaire mais transitoire. Comme le montrait déjà P-B. N'Nde (2018, pp. 12-14), elle constitue une réponse immédiate aux besoins essentiels, mais ne saurait suffire à garantir une insertion durable sans articulation avec les autres volets du dispositif. Par ailleurs, la catégorisation des réfugiés selon l'âge et le sexe, bien qu'utile pour prévenir les abus, interroge aussi les effets potentiels de la segmentation sur la cohésion sociale au sein du camp.

3.2. Trajectoires d'autonomisation, reconversion et accumulation de capitaux par les réfugiés

Le deuxième résultat montre qu'au sein du site aménagé de Gado-Badzéré, les AGR soutenues par le HCR et des ONG partenaires permettent aux réfugiés centrafricains de se former et de créer des microentreprises. Cette transition vers des solutions durables s'accompagne d'une insertion locale et scolaire. Les trois options de stabilisation empruntées sont : la réinstallation, le retour volontaire et l'intégration. Toutes les trois contribuent au renforcement de leur autonomie et à leur inclusion locale.

Cette transition vers l'autonomisation est largement documentée par T. Ngoufo Sogang et H. D. Mevoula Lessomo (2021, pp. 85-87), qui soulignent que les AGR permettent aux réfugiés de développer des compétences pratiques et de générer des revenus, tout en réduisant leur dépendance à l'aide humanitaire. De même, O. R. Tiomo et M. Simeu Kamdem (2023, pp. 259) observent que l'approche humanitaire au Cameroun évolue vers *« une solution durable (plus spécifique le rapatriement libre consenti) »*.

3.3. De la dépendance à la résilience : effets des dispositifs d'accueil et d'autonomisation

Malgré quelques succès observés en matière d'autonomisation des réfugiés, certains projets échouent, freinés par des obstacles structurels. L'accès à l'emploi reste limité, mais des partenariats avec le HCR et le FNE offrent des perspectives d'insertion professionnelle et de reconnaissance sociale, à travers l'engagement communautaire. Ce troisième résultat illustre bien ce que T. Ngoufo Sogang et H. D. Mevoula Lessomo (2021, pp. 85) décrivent comme *« une dynamique d'autonomisation différenciée »* puisque quand bien-même les AGR constituent des leviers d'autonomisation économique, leurs effets varient selon les contextes sociaux et les ressources mobilisables.

De même, même si l'engagement des réfugiés dans la gestion du camp, à travers les comités ou au sein des ONG, représente une stratégie d'accumulation de capital social et symbolique, cette ressource ne garantit pas forcément leur accès effectif au marché de l'emploi puisqu'ils continuent de se faire étiqueter.

Conclusion

En définitive, la présente étude interroge l'efficacité des dispositifs d'accueil et d'autonomisation mis en œuvre sur le site de Gado-Badzéré, en tant que leviers de protection, d'insertion socioéconomique et de renforcement de la résilience des réfugiés centrafricains. Grâce au constructivisme structuraliste, cette étude montre que ce site incarne un dispositif d'accueil et de protection articulé autour de mécanismes juridiques, sociaux et humanitaires. Ainsi, dès leur arrivée à Garoua-Boulaï, les réfugiés sont identifiés, enregistrés et catégorisés, ce qui leur garantit l'accès aux droits fondamentaux et aux services de base. Une attention particulière est accordée aux personnes vulnérables, qui bénéficient d'un accompagnement psychique et social.

Ces structures objectives influencent les trajectoires individuelles des réfugiés en (re)façonnant les pratiques et les opportunités d'insertion. Le fait est que, au-delà de l'assistance immédiate, le dispositifs mis en place par le HCR et ses partenaires (LWF, IMC, Solidarités International) permettent aux réfugiés de développer des compétences à travers les AGR, des formations professionnelles et des microcrédits. Ces initiatives favorisent leur reconversion sociale et leur intégration locale, notamment par l'accès à l'éducation, la réduction des frais de scolarité et le soutien logistique. Ces mécanismes structurants permettent aux enfants de réfugiés d'accumuler du capital scolaire, essentiel pour leur mobilité sociale future.

Au bout du compte, l'analyse des effets de ces dispositifs révèle une transformation progressive des réfugiés en acteurs de leur propre résilience. Leur engagement communautaire, leur participation à la gestion du camp et leur insertion économique témoignent d'une volonté de sortir de la dépendance humanitaire. Toutefois, les parcours restent contrastés, marqués par des réussites et des échecs, selon les ressources mobilisées et les contraintes rencontrées. Par ailleurs, bien qu'imparfaits, ces dispositifs contribuent à redéfinir les identités sociales des réfugiés et à renforcer leur capacité d'action dans un environnement structuré par des logiques d'aide, de contrôle et d'inclusion. On peut y voir une futur piste de réflexion.

Références bibliographiques

1. Sources orales

Codes	Catégorie	Lieux	Dates	Heures
Y1	Réfugié	Gado-Badzèré	02/04/2025	10h30
Y2	Réfugié	Gado-Badzèré	02/04/2025	12h57
Y3	Réfugié	Gado-Badzèré	02/04/2025	13h47
Y4	Réfugié	Gado-Badzèré	07/04/2025	10h11
Y5	Réfugié	Gado-Badzèré	02/04/2025	15h34
Y6	Réfugié	Gado-Badzèré	03/04/2025	9h30
Y7	Réfugié	Gado-Badzèré	06/05/2025	16h
Y8	Réfugié	Gado-Badzèré	07/05/2025	9h16
Y9	Réfugié	Gado-Badzèré	07/05/2025	11h02
Y10	Réfugié	Gado-Badzèré	09/05/2025	8h06
Y11	Réfugié	Gado-Badzèré	03/04/2025	12h52
Y13	Réfugié	Gado-Badzèré	03/04/2025	14h12
Y14	Réfugié	Gado-Badzèré	03/04/2025	14h37
Y15	Réfugié	Gado-Badzèré	04/04/2025	9h28
Y18	Réfugié	Gado-Badzèré	04/04/2025	11h23
Y19	Réfugié	Gado-Badzèré	04/04/2025	12h20
Y22	Réfugié	Gado-Badzèré	04/05/2025	13h45
Y26	Réfugié	Gado-Badzèré	07/05/2025	9h24
Y30	Réfugié	Gado-Badzèré	07/04/2025	17h6
Y37	Réfugié	Gado-Badzèré	07/04/2025	15h38
Y38	Réfugié	Gado-Badzèré	08/05/2025	9h49
A2	Autorité locale	Garoua-Boulai	14/04/2025	8h46
L2	Population locale	Garoua-Boulai	5/05/2025	14h
T2	Personnel encadrant	Garoua-Boulai	12/04/2025	13h15

2. Bibliographie

ADAM Mahamat, 2021, « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et centrafricaine », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, Volume 55, Numéro 3, pp. 585-607. https://doi.org/10.1080/00083968.2021.1880948.

BARDIN Laurent, 1986, *L'analyse de contenu*, 1ière édition, Paris, Presse Universitaire de France.

BOURDIEU Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris : Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1991, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris : Fayard.

BOURDIEU Pierre, 2002, « La circulation internationale des idées », Actes de la recherche en sciences sociales, Numéro 5, pp. 3-8.

BOULOUNG Adolph, 2023, « La construction de l'État-nation au Cameroun à l'épreuve du tribalisme », *Cahiers de l'ACAREF*, Numéro 5, pp. 139-163.

LEMOUOGUE Joséphine, 2021, « Vers les terres d'accueil en Afrique centrale : La vulnérabilité des réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad ». *Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography*, Volume 8, Numéro 2, pp. 11-15.

MUCCHIELLI Alex et PAILLE Pierre, 2016, *L'analyse quantitative en science humaines et sociale*, Paris : Armand colin.

NGOUFO SOGANG Théodore et MEVOULA LESSOMO Hubert Dieudonné, 2021, « Présence des Réfugiés Centrafricains à l'Est-Cameroun : entre prise en charge et insécurité socioéconomique », *African Humanities : Revue de Sciences sociales*, Volume 6, pp. 80-97.

N'NDE Pierre-Boris, 2018, « Environnement sécuritaire et offre humanitaire : l'évolution des représentations des réfugiés du site de Gado Badzeré au Cameroun », *Les Papiers de la Fondation Croix-Rouge française*, Numéro 17, pp. 1–31.
Solidarités International, 2020, « SOLIDARITÉS INTERNATIONAL (2020) : « Etude de cas : quels critères de succès pour une meilleure durabilité des Activités Génératrices de Revenus ? », in https://www.solidarites.org/wp-content/uploads/2018/05/EtudeCas-ActivitesGeneratricesRevenus_Cameroun.pdf, consulté le 4/ 10/ 2025.
TEMBENG TAH Hedley [PAM], 2021, « Des réfugiés de la République centrafricaine se mettent en sécurité au Cameroun. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) fournissent une assistance vitale aux personnes qui ont marché pendant des jours pour échapper à la violence », in https://fr.wfp.org/histoires/des-refugies-de-la-republique-centrafricaine-se-mettent-en-securite-au-cameroun, consulté le 14/09/2025.
TIOMO Ornelle Rosine et SIMEU KAMDEM Michel, 2023, « Gestion des Réfugiés Centrafricains du Camp de GadoBadzéré dans la Région de l'Est (Cameroun) : A la Recherche de Solutions Durables », *European Scientific Journal* (ESJ), Volume 19, pp. 241-266, DOI : https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n20p241.
UNICEF, 2025, « A daunting set of humanitarian crises in Cameroon », in https://www.unicefusa.org/what-unicef-does/where-unicef-works/africa/cameroon, consulté le 17 juin 2025, à 12h36.
UNHCR, 31 janvier 2024, Cameroun : statistiques des personnes déplacées de force, in file:///C:/Users/Rosa%20Parks/Downloads/CMR-Stats_January_2024%20(2).pdf, consulté le 06 février 2025 à 13h10.

Trésor FOBASSO GUEDJO est Chargé de Cours en Sociologie politique. Il est Enseignant-Chercheur au Département PPS de la FLSH/UDs. Il est également membre de plusieurs cercles scientifiques et concentre ses recherches et publications en sociologie de l'action publique, l'analyse des politiques publiques et en sociologie électorale.

Trésor FOBASSO GUEDJO
Département de Philosophie, Psychologie, Sociologie
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université de Dschang-Cameroun
fobassot@yahoo.fr et tresor.fobasso@univ-dschang.org
BP : 96 Dschang

Léonardo YEMELE TEDONKENG est membre de l'Unité de Recherche de Philosophie et Sciences Sociales Appliquées (URPHISSA). Il concentre ses recherches en sociologie de l'action publique.

Léonardo YEMELE TEDONKENG
Unité de Recherche de Philosophie et Sciences Sociales Appliquées (URPHISSA)
Université de Dschang-Cameroun
leonardoyemele50@gmail.com
BP : 96 Dschang